

**Mémoire pour les consultations
prébudgétaires en vue du budget de 2019**

De : *Robert Geddes*

Président et chef de l'exploitation

Ensign Energy Services Inc (TSX : ESI)

- **Recommandation 1** : Que le gouvernement permette immédiatement la déductibilité des dépenses en capital aux fins fiscales dans l'année où elles sont encourues, à appliquer largement au sein de l'économie d'une manière harmonisée avec les réformes fiscales semblables des États-Unis, ce qui proposerait l'avantage collatéral de faciliter la conformité fiscale et l'administration;
- **Recommandation 2** : Que le gouvernement et les acteurs de l'industrie examinent ensemble des approches innovatrices pour le financement des entreprises de petite et moyenne taille du secteur pétrolier et gazier en amont;
- **Recommandation 3** : Que le gouvernement hausse le niveau de protection à une couverture d'environ 80 % du coût de conformité cumulé pour les secteurs à forte consommation d'énergie exposés aux échanges commerciaux, y compris le secteur pétrolier et gazier, dans le but de combler l'écart concurrentiel avec les États-Unis et d'éviter le transfert d'émissions de carbone;
- **Recommandation 4** : Que le gouvernement aille de l'avant avec son engagement dans le budget de 2017 visant à réviser le programme de crédits fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental en vue de le rendre plus efficace par le partage des risques et l'inclusion de l'innovation opérationnelle dans sa portée;
- **Recommandation 5** : Que le gouvernement continue à assumer un rôle d'avant-plan pour ce qui est d'élaborer l'occasion de reconnaissance internationale du progrès du Canada dans la réduction mondiale des émissions de GES par l'intermédiaire de ses exportations de gaz naturel et dans la recherche de crédits internationaux par l'intermédiaire d'accords commerciaux en vertu de l'article 6 de l'Accord de Paris;
- **Recommandation 6** : Que le gouvernement rende possible la technologie, l'infrastructure et l'innovation collaboratives accélérées au sein du secteur, particulièrement en ce qui a trait à la commercialisation de l'électrification des installations de gaz naturel riche en liquides (GNRL) en amont et de celles de gaz naturel liquéfié (GNL) en aval et d'autres technologies ayant le potentiel de réduire les coûts et les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Faisant partie des industries les plus importantes du Canada, le secteur pétrolier et gazier joue un rôle clé au sein de l'économie canadienne tout en fournissant une énergie responsable sur le plan environnemental et social aux marchés mondiaux. Étant donné la demande mondiale croissante en pétrole et en gaz, le secteur canadien a le potentiel de continuer sur cette lancée pendant plusieurs dizaines d'années. Pour concrétiser cette occasion, le secteur pétrolier et gazier estime qu'il est impératif à très court terme que les acteurs de l'industrie et les gouvernements posent des gestes pour combler les écarts concurrentiels considérables et systémiques par rapport aux pays et aux territoires en concurrence, particulièrement les États-Unis.

L'industrie est fortement d'avis qu'une action concertée et coordonnée est nécessaire à très court terme pour rétablir la confiance des investisseurs et pour relancer la croissance dans le secteur, ce qui avantagerait tous les Canadiens tout en soutenant la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Cette urgence découle de la rencontre de plusieurs facteurs, plus particulièrement le dynamisme accru de la migration des capitaux d'investissement vers d'autres pays et territoires, les défis d'attirer de nouveaux capitaux au Canada et le moment où se présentera la prochaine fenêtre permettant de participer aux marchés mondiaux du gaz naturel. Il est difficile et chronophage d'inverser ce dynamisme négatif lorsque ce dernier est en place. Le Canada a des ressources en pétrole brut et en gaz naturel considérables et de qualité élevée, mais la valeur de ces ressources (développement responsable, emplois, bénéfices économiques) ne peut être réalisée que si les acteurs de l'industrie investissent les capitaux nécessaires pour monétiser ces ressources. Le secteur pétrolier et gazier du Canada se trouve à un tournant crucial en termes de décisions à court terme en ce qui a trait aux importants projets d'investissement.

Le Canada et le monde sont actuellement confrontés à un important défi pour répondre à la demande croissante d'énergie sûre, fiable et abordable tout en luttant contre les impacts du changement climatique et en répondant au besoin de passer à un système ou une économie à moindres émissions de carbone au cours des décennies à venir. Ces deux impératifs ne sont pas incompatibles si on les aborde d'une manière équilibrée et responsable avec le temps. En fait, ils devraient être interdépendants pour le Canada.

Dans son scénario sur les nouvelles politiques en matière de perspectives mondiales sur l'énergie, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit que d'ici 2040, la demande mondiale en énergie aura augmenté d'environ 30 % par rapport au niveau actuel. Cette croissance de la demande est actionnée par l'augmentation de la population et par l'urbanisation et l'industrialisation accrues, surtout en Asie. L'AIE prévoit que d'ici 2040, le pétrole et le gaz naturel continueront à répondre à plus de la moitié de la demande mondiale en énergie. Par conséquent, le moment est idéal pour que l'approvisionnement canadien conquière de nouveaux marchés, alors que le prochain cycle de demande en GNL s'étendra sur la période de 2022 à 2030. À titre de cinquième plus important producteur de gaz naturel, le Canada devrait être réactif face à cette occasion de marché et continuer à jouer un rôle très important pour ce qui est de répondre à la demande mondiale en énergie et de réduire la pauvreté énergétique mondiale. Le Canada peut y parvenir d'une manière qui contribue à la réduction des émissions mondiales de carbone et qui positionne le Canada parmi les chefs de file mondiaux en matière de normes de rendement environnemental et social. Si l'approvisionnement canadien ne répond pas à cette demande, d'autres pays et territoires s'en chargeront, et il est probable que ceux-ci auront des normes environnementales et sociales inférieures.

Le secteur énergétique du Canada figure parmi les plus importants moteurs qui soutiennent notre économie directement et indirectement en raison de ses liens avec d'autres secteurs comme les produits pétrochimiques, la production d'électricité et le secteur manufacturier. Pour les Canadiens, nos ressources en pétrole et en gaz peuvent continuer à fournir un approvisionnement sûr, fiable et abordable en énergie tout en soutenant l'emploi et la prospérité économique à la grandeur de la chaîne de valeur. En outre, l'exploitation pétrolière et gazière présente une formidable occasion de croissance économique inclusive et de progrès additionnel tangible dans la réconciliation avec les peuples autochtones du Canada.

Au même moment où cette occasion économique se présente, il y a également un consensus international quant au besoin de prendre des mesures relativement au changement climatique mondial et de réduire les émissions de carbone au sein du système énergétique mondial. Par l'intermédiaire de l'Accord de Paris sur le climat et du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, le Canada s'est engagé à l'égard d'efforts visant des réductions considérables des émissions de GES. Le secteur pétrolier et gazier canadien reconnaît le besoin de prendre des mesures relativement au changement climatique mondial et soutient globalement les objectifs des politiques et le cadre stratégique en matière de climat qui sont mis en œuvre par les gouvernements canadiens, sous réserve que de telles politiques soient mises en œuvre d'une manière qui propose aux acteurs de l'industrie des incitatifs à réduire leurs émissions de GES tout en abordant les répercussions sur la compétitivité pour les secteurs en concurrence dans le marché ouvert avec des entreprises exploitées au sein de pays et de territoires ayant des politiques climatiques moins rigoureuses.

Les producteurs canadiens de pétrole et de gaz collaborent sur le plan de la technologie et de l'innovation dans le but de réduire l'intensité des émissions de GES et de dissocier la croissance de la production de la croissance des émissions. Dans le cas du gaz naturel, en raison de l'électrification généralisée et de la réduction des émissions de méthane, il est possible d'accroître la production de 50 % tout en maintenant les émissions absolues de GES aux niveaux actuels ou en deçà de ceux-ci. Par contre, il existe des défis sur le plan de l'infrastructure de transport et du commerce qui devront être surmontés pour permettre l'étendue nécessaire de l'électrification. Les exportations canadiennes de pétrole et de gaz ayant de plus faibles émissions que les autres sources énergétiques concurrentes au sein du marché auront un effet sur la réduction des émissions mondiales globales de GES. Ces mesures visant à assurer la compétitivité du carbone de la production pétrolière et gazière canadienne et l'utilisation de crédits d'utilisation vérifiés et de crédits internationaux contribueraient également à harmoniser les aspirations du Canada en matière d'énergie et de climat.

Ainsi, le Canada a l'occasion de jouer un rôle d'avant-plan au sein de la transition mondiale vers un système ou une économie à moindres émissions de carbone. La vision est la suivante : ***Le Canada est un fournisseur privilégié de pétrole et de gaz concurrentiels sur le plan du coût et des émissions de carbone pour les marchés nationaux et mondiaux et sa production respecte des normes supérieures de rendement environnemental et social.***

Le Canada continue à avoir un certain nombre d'attributs positifs en termes d'attraction de nouveaux investissements, y compris la taille et la qualité de ses ressources, des normes environnementales de qualité mondiale et des régimes de redevances concurrentiels. Par contre, les acteurs de l'industrie et les investisseurs sont d'avis que la compétitivité du secteur pétrolier et gazier du Canada est de plus en plus remise en question. Les investissements quittent le secteur pétrolier et gazier du Canada, et ce

dernier a de la difficulté à attirer de nouveaux capitaux d'investissement. Bien que les valeurs fluctuent, de récentes données sur le marché indiquent qu'on attribue une valeur moindre aux entreprises de production de GNRL du Canada par rapport à leurs paires américaines. De nombreux producteurs et entreprises de service d'envergure transfèrent les capitaux d'investissement et les emplois associés vers d'autres pays et territoires. Pendant ce temps, de petits et moyens exploitants canadiens ont considérablement de la difficulté à attirer du financement. Depuis 2012, le nombre de petites sociétés a diminué de près de 50 % (de 49 à 25 sociétés).

Ces défis sur le plan de la compétitivité découlent de plusieurs facteurs, y compris la structure de coût, les changements au niveau du climat des investissements commerciaux comme des changements à la politique fiscale des États-Unis, les restrictions sur l'accès au marché, les répercussions négatives obtenues sur les prix, les calendriers de la réglementation et la complexité de celle-ci et les problèmes de la perception du public. Plus particulièrement, le Canada est confronté à d'importants problèmes d'accès au marché, ce qui empêche la croissance de la production et les avantages associés. Dans le cas du gaz naturel, le Canada perd des parts de marché en faveur des États-Unis dans des régions canadiennes et américaines traditionnellement approvisionnées par du gaz canadien et, à ce jour, il n'a pas participé à la croissance rapide des marchés d'exportation des GNL. Ce manque d'options d'accès au marché se manifeste par d'importantes réductions du prix pour le pétrole et le gaz naturel du Canada.

Certains de ces problèmes de compétitivité reflètent les conditions globales du marché (p. ex. la croissance de l'huile et du gaz de schiste qui perturbe le dynamisme du marché nord-américain) et d'autres proviennent des décisions en matière de politique et de réglementation prises par les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada. Pendant ce temps, d'autres pays et territoires concurrents prennent des mesures pour rendre leurs régimes fiscaux et leurs systèmes réglementaires plus concurrentiels et plus efficaces, ce qui aggrave la situation du Canada. Bien que ces changements au sein des pays et territoires concurrents puissent être durables ou non, ils ont actuellement une incidence considérable sur l'attraction de nouveaux investissements et le flux des capitaux.

En s'assurant que le Canada demeure concurrentiel, on rétablirait la confiance des investisseurs dont on a besoin pour attirer les capitaux nécessaires pour que l'industrie et l'économie du Canada connaissent une croissance soutenue. Les mesures potentielles pour remédier à ce problème relèvent des acteurs de l'industrie et des gouvernements, en collaboration avec les peuples autochtones et les intervenants.

De leur côté, les acteurs de l'industrie ont réduit et continuent à diminuer la structure de coût et se penchent sur l'intensité des émissions de GES dans tous les secteurs du marché en cherchant des gains d'efficacité et en mettant en place de nouvelles technologies et des systèmes et des processus innovateurs.

Par contre, les acteurs de l'industrie sont d'avis que ces mesures seules ne peuvent pas surmonter le défi sur le plan de la compétitivité. Dans le cas du gaz naturel, la modélisation de l'industrie des données économiques représentatives révèle un écart concurrentiel mesurable entre les investissements en GNRL au Canada et les occasions semblables aux États-Unis. La modélisation révèle que les investissements en GNRL comparables aux États-Unis ont un taux de rendement d'environ le double et proposent un gain un à deux ans plus rapidement que les investissements canadiens. La majeure partie de cet écart provient des récents changements apportés au régime fiscal américain et des coûts supplémentaires pour la conformité aux politiques climatique du Canada.

Par conséquent, il est nécessaire que les gouvernements prennent d'urgence des mesures pour surmonter les défis sur le plan de la compétitivité, y compris celles qui suivent :

- Attribuer la déductibilité immédiate des coûts de capitaux aux fins fiscales, à appliquer globalement au sein de l'économie d'une manière harmonisée avec les réformes fiscales des États-Unis;
- Examiner ensemble les approches innovatrices pour le financement des entreprises de petite et moyenne taille du secteur pétrolier et gazier en amont;
- Hausser le niveau de protection à une couverture d'environ 80 % du coût de conformité cumulé pour les secteurs à forte consommation d'énergie exposés aux échanges commerciaux, y compris le secteur pétrolier et gazier;
- Aller de l'avant relativement à l'engagement de réviser le programme de crédits fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental et inclure l'innovation opérationnelle dans la portée;
- Occuper un rôle de leadership pour ce qui est d'acquérir une reconnaissance internationale du progrès du Canada dans la réduction mondiale des émissions de GES par l'intermédiaire de ses exportations de gaz naturel et dans la recherche de crédits internationaux en vertu de l'article 6 de l'Accord de Paris;
- Rendre possibles la technologie, l'infrastructure et l'innovation collaboratives accélérées au sein du secteur, particulièrement en ce qui a trait à la commercialisation de l'électrification des installations de GNRL en amont et de celles de GNL en aval.

En résumé, nous sommes d'avis que le sous-secteur canadien du gaz naturel riche en liquides (GNRL) présente une occasion de croissance considérable inclusive qui propose des avantages très importants et globaux aux Canadiens et est harmonisé avec les objectifs économiques, environnementaux et sociaux. Les mesures recommandées aideraient à veiller à ce que le Canada demeure concurrentiel sur la scène internationale et, en retour, restaureraient la confiance des investisseurs, attireraient des investissements et fourniraient la plateforme nécessaire pour obtenir un consensus global quant à l'avenir du secteur pétrolier et gazier canadien. Toutes ces répercussions pourraient mener à une croissance considérable du secteur (création de milliers d'emplois au Canada et occasions continues pour les autochtones du Canada) et contribuer à la prospérité économique nécessaire pour soutenir le niveau de vie et la qualité de vie et pour donner lieu à la transition vers un système ou une économie à moindres émissions de carbone.